

# MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES : DIAGNOSTIC DRIPP, INSPECTION ET CAT

*Passé au terme d'une procédure formalisée définie aux articles L2124-1 et R2124-1 et suivants du code de la commande publique.*

## CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES COMMUN A TOUS LES LOTS (CCTP)

### CCTP N° DRIHL-IF-PRLHI-DIAG-2026

#### ***Pouvoir adjudicateur***

Monsieur le Préfet de la région Île-de-France

#### ***Représentant du pouvoir adjudicateur (RPA)***

Monsieur le Directeur régional et interdépartemental de l'hébergement et du logement – direction régionale et interdépartementale de l'hébergement et du logement d'Île-de-France, 5 rue Leblanc, 75911 Paris cedex 15.

*(Arrêté du 2 octobre 2023 portant délégation de signature au Directeur régional et interdépartemental de l'hébergement et du logement de la région d'Île-de-France en matière d'ordonnancement secondaire)*

#### ***Objet du marché***

Marché de missions de Diagnostic du Risque d'Intoxication au Plomb par les Peintures (DRIPP) et de préconisations relatives au traitement palliatif de l'accessibilité au plomb, jusqu'à l'inspection des locaux avec mesures avant, pendant et après travaux (CAT – contrôles après travaux) dans le cadre des procédures de lutte contre le saturnisme prévues par les articles L.1334-1 à L.1334-4 et R1334-1 à R1334-9, R1334-13 et R32-2 du Code de la santé publique.

# CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES COMMUN A TOUS LES LOTS (CCTP)

## SOMMAIRE

<b>ARTICLE PREMIER. OBJET DU MARCHE .....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 2. CONTEXTE .....</b>	<b>8</b>
2.1. Articulation avec les accords-cadres régionaux existants et futurs .....	8
2.2. Intervention en contexte d'habitat indigne .....	9
2.3. Points récurrents concernant la mission .....	10
<b>ARTICLE 3. CONTENU DES MISSIONS.....</b>	<b>10</b>
3.1 Modalités d'exécution du marché.....	12
3.2. Contenu des missions.....	13
3.2.1. Mission 1 – Diagnostic du Risque d'Intoxication au Plomb par les Peintures (DRIPP) et préconisation du traitement palliatif de l'accessibilité au plomb sur les peintures dégradées ou écaillées .....	13
3.2.2. Mission 2 – Actualisation du DRIPP.....	18
3.2.3. Mission 3 – Inspection et mesures de la « concentration surfacique de plomb dans les poussières » avant les travaux .....	19
3.2.4. Mission 4 – Inspection et mesures de la « concentration surfacique de plomb dans les poussières » pendant les travaux.....	20
3.2.5. Mission 5 – Inspection et mesures de la « concentration surfacique de plomb dans les poussières » après les travaux du traitement de l'accessibilité au plomb – Contrôle Après Travaux (CAT).....	22
3.3. Délais et modalités de remise des rapports : .....	24
<b>Annexes .....</b>	<b>25</b>
Annexe 1 – Rapport de diagnostic DRIPP .....	25
Annexe 2 – Fiche d'occupation d'un logement .....	29
Annexe 3 – Rapport de diagnostic DRIPP actualisé .....	30
Annexe 4 – Rapport de mesure de la concentration surfacique de plomb dans les poussières.....	33
Annexe 5 – Rapport de contrôle après travaux (CAT) .....	35

# CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)

## PREAMBULE

**La Direction régionale et interdépartementale de l'hébergement et du logement** (DRIHL) anime, pilote et met en œuvre les politiques publiques en matière d'hébergement et de logement en Île-de-France. Son objectif est de développer et d'assurer l'accès à une offre de logement adaptée, de qualité, durable et équilibrée sur l'ensemble du territoire francilien.

La DRIHL est représentée en petite couronne par quatre unités départementales (UD) et s'appuie en grande couronne sur quatre directions départementales des territoires (DDT) pour le volet logement, ainsi que sur les directions départementales de l'emploi, du travail et des solidarités (DDETS) pour le volet hébergement et accès au logement. Les UD Drihl/DDT forment les relais territoriaux pour la mise en œuvre des actions portées par la DRIHL sur les 8 départements d'Île-de-France.

La lutte contre l'habitat indigne constitue une priorité d'action de l'État, relevant des compétences des autorités administratives au titre de la police de la sécurité et de la salubrité des immeubles, locaux et installations. Elle se traduit par la prise d'injonctions, mises en demeure ou arrêtés préfectoraux visant à prévenir les atteintes à la santé et à la sécurité des personnes. Dans ce cadre, la DRIHL intervient particulièrement dans le repérage des situations d'habitat indigne, l'exécution des arrêtés par des travaux d'office ou des mesures d'hébergement et de relogement, et accompagne les collectivités dans la mise en œuvre de leurs interventions.

L'arrêté de police spéciale (article L.511-2 du Code de la construction et de l'habitation) impose aux propriétaires ou responsables des obligations de travaux. En cas d'insalubrité et de non-exécution dans les délais impartis, l'État procède à l'exécution d'office des travaux, financés par les services de l'État au nom du Préfet, qui en assure ensuite le recouvrement.

Ces interventions ont pour but de remédier aux désordres constatés et de garantir aux occupants un logement digne et durable. En Île-de-France, l'Agence régionale de santé (ARS) réalise, après signalement, un rapport d'inspection

précisant les faits, les risques et les mesures à prendre. En cas de non-respect des prescriptions, les unités départementales (UD) de la DRIHL et les directions départementales des territoires (DDT) compétentes sont saisies pour exécuter les travaux d'office pour le compte du Préfet. **La passation du présent marché régional est organisée par la DRIHL siège. La conduite de l'exécution de chaque lot est assurée par les UD DRIHL et DDT d'Ile de France compétentes sur le territoire concerné.**

Le dispositif réglementaire, auquel se rattachent les prestations demandées dans le cadre de ce marché, est représenté par les différents textes ci-dessous :

- le Code de la commande publique entré en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2019
- le Code du travail
- les articles L.1334-1, L.1334-2, L.1334-4 à L.1334-6 du Code de la santé publique
- les articles L.511-1 à L.551-22 du Code de la construction et de l'habitation relatifs à la sécurité, salubrité des immeubles locaux et installations
- les articles L.511-11, L.511-14 et L.511-19 du Code de la construction et de l'habitation
- l'ordonnance n°2020-1140 du 16 septembre 2020 relative à la simplification de l'harmonisation des polices, immeubles locaux et installations, entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2021, prise sur le fondement de l'article 198 de la loi ELAN du 23 novembre 2018 portant évolution du logement de l'aménagement et du numérique
- l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du Code de la commande publique
- l'article 123 de la loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 relative à la lutte contre l'exclusion
- le décret 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du Code de la commande publique ;
- l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du nouveau cahier des clauses administratives générales des marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI), applicable à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2021, abrogeant l'arrêté du 16 septembre 2009
- l'arrêté du 7 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 21 novembre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb ou agréées pour réaliser des diagnostics plomb dans les immeubles d'habitation et les critères d'accréditation des organismes de certification

- l'arrêté du 19 août 2011 relatif au diagnostic du risque d'intoxication par le plomb des peintures, pris en application de l'article R.1334-4 du Code de la santé publique et selon la méthodologie décrite en son annexe
- l'arrêté du 12 mai 2009 relatif au contrôle des travaux en présence de plomb, réalisés en application de l'article L.1334-2 du Code de la santé publique
- l'instruction DGS/EA1/EA2/EA3/EA4 n°2016/283 du 21 septembre 2016 relative au diagnostic de lutte contre le saturnisme infantile et de réduction des expositions au plomb ;
- la circulaire interministérielle DGS/EA2 n°2007321 du 13 août 2007 relative au dispositif de lutte contre le saturnisme infantile
- les articles et décrets d'application de la loi n°2024-322 du 9 avril 2024 sur l'accélération de la rénovation de l'habitat dégradé
- la circulaire interministérielle du 2 juin 2025 relative à la mobilisation renforcée dans la lutte contre l'habitat indigne
- toute la réglementation correspondante en vigueur et à venir dans la mesure où celle-ci n'a pas d'incidence financière sur le montant des missions ici définies.

**Le titulaire devra veiller au strict respect de la réglementation en vigueur tout au long de l'exécution de sa mission. Il lui appartient de se tenir constamment informé des évolutions législatives et réglementaires, tant en ce qui concerne les procédures liées à son intervention que les droits des occupants dans le cadre de la lutte contre l'habitat indigne. À ce titre, les services de l'État accorderont une attention particulière au respect scrupuleux de ces textes, et pourront en contrôler l'application à tout moment.**

# CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)

## ARTICLE PREMIER. OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la **réalisation de missions de Diagnostic du Risque d'Intoxication au Plomb par les Peintures (DRIPP) et de préconisations relatives au traitement palliatif de l'accessibilité au plomb, ainsi que l'inspection des locaux avec mesures avant, pendant et après travaux (CAT – contrôles après travaux), dans le cadre des procédures de lutte contre le saturnisme**, prévues par les articles L.1334-1 à L.1334-4 et R1334-1 à R1334-9, R1334-13 et R32-2 du Code de la santé publique.

Ces prestations sont réalisées dans le cadre de :

- \* l'article 123 de la loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 relative à la lutte contre l'exclusion, suite à une injonction préfectorale relative à la lutte contre le saturnisme infantile ;
- \* des dispositions relatives à la sécurité et à la salubrité des immeubles, locaux et installations prévues par les articles L.511-1 et suivants du Code de la construction et de l'habitation.

L'objectif du présent marché est de repérer le risque saturnin, par :

- l'identification des situations à risque (DRIPP) ;
- la préconisation de traitement palliatif de l'accessibilité au plomb : la localisation des peintures dégradées et écaillées à couvrir ;
- l'inspection des zones traitées en peinture ;
- la vérification de l'absence de risque résiduel après travaux, notamment le contrôle des mesures de concentration surfacique de plomb dans les poussières, contrôle après travaux (CAT).

Ces actions s'inscrivent dans une démarche globale de lutte contre l'insalubrité et de protection et préservation de la santé et de la sécurité des occupants, notamment celle des populations « à risque », à savoir notamment les mineurs et femmes enceintes concernant le risque saturnin.

Afin d'assurer l'efficacité des interventions, le titulaire mettra en place un suivi rigoureux des adresses et assurera une coordination opérationnelle avec l'assistant à maître d'ouvrage (AMO) chargé de prescrire les travaux, de missionner des entreprises pour réaliser les travaux d'offices (TO) en s'appuyant sur le titulaire du marché d'accompagnement sanitaire sociale (ASS),

notamment en vue de l'éloignement temporaire des ménages lorsque cela s'avère nécessaire.

Dans ce cadre, lorsque les logements présentent concomitamment des situations d'insalubrité liées au plomb, à l'humidité ou à des fuites, ou tout autre désordre signalé, il pourra être pertinent de réaliser l'ensemble des travaux au cours d'un même chantier, afin de garantir leur pérennité. Le titulaire du présent marché devra dès lors assurer une coordination étroite avec l'AMO.

**Les mesures réalisées dans le cadre du présent marché ne se substituent pas aux mesures que les entreprises peuvent être amenées à effectuer pour apprécier l'exposition de leurs travailleurs (plomb, amiante ...).**

Les prestations font l'objet d'un accord-cadre à bons de commandes, conformément aux dispositions des articles L.2125-1 1°, R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la Commande Publique (CCP), émis par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Le présent marché de prestations intellectuelles comprend les cinq missions suivantes :

- **Mission 1 : Diagnostic du Risque d'Intoxication au Plomb par les Peintures (DRIPP) et préconisations du traitement palliatif de l'accessibilité au plomb en couvrant les peintures dégradées ou écaillées ;**
- **Mission 2 : Actualisation du DRIPP ;**
- **Mission 3 : Inspection et mesures de la concentration surfacique de plomb dans les poussières avant travaux ;**
- **Mission 4 : Inspection et mesures de la concentration surfacique de plomb dans les poussières pendant travaux ;**
- **Mission 5 : Inspection et mesures de la concentration surfacique de plomb dans les poussières après travaux de traitement de l'accessibilité au plomb - Contrôle Après Travaux (CAT).**

Ces missions portent sur :

- **Le diagnostic (DRIPP) dans les logements et parties communes d'immeubles à usage d'habitation** (articles L.1334-1, L.1334-2, L.1334-5 et R.1334-4 du Code de la santé publique et arrêté du 19 août 2011 relatif au diagnostic du risque d'intoxication au plomb par les peintures) ;
- **Les préconisations sur le traitement palliatif de l'accessibilité au plomb en couvrant les peintures dégradées ou écaillées** (articles L.1334-2 et R.1334-4 à R.1334-6 du Code de la santé publique).
- **L'établissement de la grille insalubrité Anah/DGS** (lien insalubrité / saturnisme) ;

- **L'inspection du traitement de l'accessibilité au plomb réalisé et le contrôle des mesures de concentration surfacique de plomb dans les poussières des locaux avant, pendant et après travaux** prévus par l'article 123 de la loi du 29 juillet 1998 relative à la lutte contre l'exclusion (articles L. 1334-1 et L.1334-2 du Code de la santé publique, et les articles L.511-1, L.511-14 et L.511-19 du Code de la construction et de l'habitation).

Les prestations devront être conformes :

- aux normes françaises homologuées ou équivalentes ;
- à l'arrêté du 12 mai 2009 relatif au contrôle des travaux en présence de plomb, réalisés en application de l'article L.1334-2 du Code de la santé publique ;
- à l'arrêté du 19 août 2011 relatif au diagnostic du risque d'intoxication par le plomb des peintures.

Les opérateurs doivent répondre aux conditions fixées par l'**arrêté du 7 décembre 2011** modifiant l'arrêté du 21 novembre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb et agréées pour réaliser des diagnostics « DRIPP » dans les immeubles d'habitation et les critères d'accréditation des organismes de certification.

Les opérateurs devront ainsi justifier de disposer d'une certification avec mention, condition leur permettant de réaliser les contrôles après travaux (CAT) en présence de plomb dans le cadre des mesures d'urgence de lutte contre le saturnisme infantile définies par les articles L. 1334-1 et R.1334-11 du Code de la santé publique.

## **ARTICLE 2. CONTEXTE**

### **2.1. Articulation avec les accords-cadres régionaux existants et futurs**

Au sein du service du développement et de l'amélioration de l'offre de logement et d'hébergement de la DRIHL, le bureau Amélioration du parc privé et traitement de l'habitat indigne accueille le Pôle régional de lutte contre l'habitat indigne (PRLHI). Parmi les outils déployés par ce pôle, trois marchés régionaux ont été mis en place pour répondre aux besoins spécifiques de la lutte contre l'habitat indigne :

- le marché « ASS » (l'accompagnement sanitaire et social des occupants d'un logement insalubre dont la réalisation des travaux de résorption des désordres nécessite un éloignement ou un hébergement des occupants) ;
- le marché « AMO » (l'assistance à la maîtrise d'ouvrage en appui aux propriétaires en cas de besoin de réaliser des travaux de sortie d'insalubrité ou appui aux UD DRIHL - DDT en cas de nécessité de réaliser des travaux d'office) ;
- et enfin le présent marché, le marché « DIAG » (missions de diagnostic de risque d'intoxication au plomb par les peintures « DRIPP » et de préconisations relatives au traitement palliatif de l'accessibilité au plomb jusqu'à l'inspection des locaux avec mesures avant, pendant et après travaux « CAT », dans le cadre des procédures de lutte contre le saturnisme).

Un quatrième marché régional est en cours d'élaboration grâce une assistance technique à la maîtrise d'ouvrage afin d'élaborer et préparer la passation d'un marché, accord-cadre à bons de commande, conclu avec des entreprises de travaux pour la réalisation de travaux d'office (TO).

## **2.2. Intervention en contexte d'habitat indigne**

L'intervention du titulaire du marché s'inscrit dans un contexte à fort enjeu comprenant de fortes difficultés pour agir : l'intervention dans les logements et immeubles dégradés ainsi que les relations avec les propriétaires et les occupants. Pour information, les éléments spécifiques doivent être pris en compte et expliqués aux occupants selon les situations suivantes :

- Les délais d'intervention (urgence ou ordinaire) ;
- Les risques d'interventions dans un logement ou un immeuble dégradé et indigne : les précautions à prendre en cas d'état structurel fragilisé, en cas d'exposition au plomb, en cas de dégâts des eaux, en cas d'encombrement, de stockages excessifs de déchets, de produits dangereux ou de présence d'animaux ou d'insectes, etc...
- L'intervention possible en milieu occupé : vigilance sur la protection et la sécurité des affaires des occupants ou locataires ;
- Les problèmes de sécurité liés aux occupants : propriétaires et occupants agressifs, réfractaires aux travaux, possibilité de contexte délictuel, les souffrances psychologiques à prendre compte dans l'intervention en incurie (notamment syndrome Diogène) ;
- La langue peut être un frein avec les occupants....

### **2.3. Points récurrents concernant la mission**

Afin d'assurer l'ensemble de ses missions le titulaire du marché devra :

- s'assurer à toutes les phases de la bonne compréhension des événements par les ménages concernés ;  
En cas de besoin, se faire accompagner d'un interprète dès que nécessaire. Pour ce faire, il présentera une demande, ainsi qu'un devis à l'UD DRIHL/DDT ;
  - **coordonner ses actions avec l'ensemble des acteurs** (UD DRIHL/DDT, prestataire d'assistance à maîtrise d'ouvrage, prestataire d'accompagnement sanitaire et social, maître d'œuvre le cas échéant, etc...).
- Lorsque le logement est concerné par une situation d'insalubrité, une attention particulière est portée à l'harmonisation des interventions, afin que les travaux de résorption du saturnisme et de l'insalubrité puissent, lorsque cela est pertinent, être réalisés de manière coordonnée au cours d'un même chantier ;
- informer à tout moment l'UD DRIHL/DDT dès que des difficultés sont constatées. Il reste notamment vigilant aux risques liés à la réalisation de travaux « sauvages » (réalisés sans précautions et susceptibles de porter atteinte à la santé des occupants et des tiers, notamment si aucun éloignement des ménages n'a été prévu et mis en place) et également aux tentatives d'intimidation des occupants par le propriétaire.
  - Le titulaire du marché n'agit pas en son nom propre. Il est mandaté par le Préfet, dans le cadre d'un marché public. Il doit donc strictement respecter les termes de ce marché. Il ne prodigue pas de conseil visant à intervenir à l'encontre du Préfet.

## **ARTICLE 3. CONTENU DES MISSIONS**

**La mission comprend l'ensemble des diagnostics DRIPP, mesures, analyses et avis techniques nécessaires à l'identification des situations d'exposition au plomb, à la définition du traitement palliatif à engager, à l'inspection des zones traitées et à la vérification de l'absence de risques résiduels après travaux.**

Il est attendu du titulaire qu'il apporte aux UD Drihl/DDT une expertise technique fiable, conforme à la réglementation en vigueur, et qu'il soit force de proposition dans l'analyse des situations rencontrées et les préconisations formulées.

À ce titre, l'équipe missionnée devra disposer d'une expertise solide en matière de risque plomb dans l'habitat, et comporter obligatoirement les compétences suivantes :

- Réalisation de DRIPP conforme aux dispositions du Code de la santé publique et aux arrêtés en vigueur (articles L.1334-1 et 2 et R.1334-4 du Code de la Santé Publique, arrêté du 19 août 2011 relatif au diagnostic du risque d'intoxication par le plomb des peintures), incluant l'utilisation d'appareils à fluorescence X à source radioactive et, le cas échéant, la réalisation de prélèvements pour analyses en laboratoire ;
- Capacité à caractériser l'accessibilité au plomb pour les mineurs et les femmes enceintes, à partir d'une inspection exhaustive des locaux et d'une analyse fine des dégradations des revêtements ;
- Compétences en préconisation technique permettant de définir la nature des traitements palliatifs ou correctifs à engager (recouvrement, remplacement, autres techniques), dans une logique de suppression durable de l'accessibilité au plomb et de limitation des émissions de poussières ;
- Réalisation et interprétation de mesures de concentration surfacique de plomb dans les poussières, avant, pendant et après travaux, conformément à l'arrêté du 12 mai 2009 ;
- Capacité à évaluer la qualité du nettoyage des chantiers et à formuler un avis circonstancié sur la conformité et la pérennité des travaux réalisés ;
- Maîtrise des outils d'évaluation de l'insalubrité, notamment la grille Anah/DGS, et aptitude à contribuer à l'appréciation globale de l'état du bâti ;
- Rédaction de rapports techniques clairs, complets et exploitables, destinés au pouvoir adjudicateur et conformes aux modèles annexés au CCTP ;
- Capacité à travailler en coordination avec les autres intervenants, notamment l'AMO, les opérateurs de travaux et les opérateurs d'accompagnement sanitaire et social, dans le respect des périmètres de chacun.

Grâce à ces compétences, le titulaire du marché devra notamment être en mesure de :

- Identifier avec précision les situations de risque d'exposition et d'intoxication au plomb par les peintures dans les logements et parties communes ;
- Apporter un appui technique à la définition des préconisations relatives aux traitements palliatifs de l'accessibilité au plomb à engager ;

- Contribuer à la sécurisation des occupants, en particulier des mineurs et des femmes enceintes, par une évaluation rigoureuse des risques liés aux poussières de plomb ;
- Inspecter les locaux avant, pendant et après la réalisation du traitement palliatif de l'accessibilité au plomb sur les peintures dégradées ou écaillées, et rédiger le rapport CAT ;
- Alerter sans délai le pouvoir adjudicateur en cas de non-réalisation du traitement palliatif des désordres, en cas de mesures de concentration surfacique de plomb dans les poussières supérieures aux seuils réglementaires ou de pratiques susceptibles d'engendrer une dissémination de plomb.

**Point d'attention :**

- si le titulaire du marché constate ou est informé de la réalisation de travaux sans mise en œuvre des précautions nécessaires au regard du risque d'intoxication au plomb, ou de toute situation susceptible d'entraîner une exposition des occupants ou des intervenants, il en informe immédiatement le pouvoir adjudicateur, y compris en cours de mission.
- **« A noter que, lorsqu'une commune est dotée d'un service communal d'hygiène et de santé (SCHS) (tel que visé par le troisième alinéa de l'article L1422-1 du Code de la santé publique), les diagnostics techniques préalables à la prise d'un arrêté de traitement de l'insalubrité et les contrôles afférents doivent être réalisés par la commune qui perçoit une contribution budgétaire de l'Etat pour agir en la matière (la dotation globale de décentralisation - DGD). Sur le territoire de ces communes, ces diagnostics et contrôles ne sont donc pas pris en charge par le P135, sauf en cas de substitution à une commune défailante, aux frais avancés de celle-ci. »**

### **3.1 Modalités d'exécution du marché**

Il n'est pas possible d'estimer à l'avance le nombre de prestations qui seront demandées à l'opérateur. Les locaux à inspecter et les missions exécutables sont communiqués au titulaire au fur et à mesure des besoins à satisfaire.

L'opérateur chargé des DRIPP et CAT doit présenter des garanties de compétences et disposer d'une organisation et de moyens appropriés. Il ne doit avoir aucun lien avec le propriétaire du logement, son mandataire ou avec une

entreprise réalisant les travaux, auquel le DRIPP ou le CAT pourrait aboutir, de nature à porter atteinte à son impartialité ou à son indépendance.

**Les prestations seront rémunérées sur la base des quantités réellement exécutées.**

**Après transmission du rapport, dans un délai minimal de quinze jours, sa validation par l'UD-DDT déclenchera la procédure de facturation et de paiement.**

### **3.2. Contenu des missions**

#### **3.2.1. Mission 1 – Diagnostic du Risque d'Intoxication au Plomb par les Peintures (DRIPP) et préconisation du traitement palliatif de l'accessibilité au plomb sur les peintures dégradées ou écaillées**

##### **Objectifs :**

Le diagnostic est mené conformément à l'**arrêté du 19 août 2011**, pris en application de l'article R 1334-4 du Code de la santé publique. Il est réalisé selon le protocole et les méthodes de mesures de plomb dans les peintures définis en annexe de cet arrêté.

Le diagnostic DRIPP porte sur une inspection complète des lieux habités ou fréquentés par des mineurs et/ou femmes enceintes.

L'opérateur procède à l'inspection des lieux et réalise systématiquement un croquis lisible de l'ensemble des locaux, qu'ils aient été visités ou non, en mentionnant la désignation de chaque local.

Afin de faciliter la localisation des mesures, chaque local est divisé en plusieurs zones correspondant notamment aux différentes faces du local.

Les prestations réputées incluses dans le prix du DRIPP comprennent notamment :

- le déplacement de l'opérateur ;
- l'inspection des lieux ;
- la rédaction du rapport du DRIPP ;
- la réalisation de deux prélèvements et analyses de poussières au sol, conformes à la méthodologie définie par l'arrêté du 12 mai 2009 pris en application de l'article L.1334-2 du Code de la santé publique. Ces prélèvements sont réalisés, au choix, dans le hall de l'immeuble ou sur un palier ;
- la réalisation de six mesures maximum par fluorescence X, réparties sur

deux unités de diagnostic dégradées distinctes (de une à trois mesures par unité), conformément à l'arrêté du 19 août 2011 relatif au diagnostic du risque d'intoxication au plomb par les peintures, pris en application de l'article R.1334-4 du Code de la santé publique et selon la méthodologie définie en annexe dudit arrêté ;

- la réalisation, le cas échéant, de prélèvements et d'analyses d'écailles de peinture en laboratoire, lorsque ceux-ci s'avèrent nécessaires en complément des mesures effectuées à l'aide d'un appareil de fluorescence X à source radioactive obligatoire.

### **Rappel :**

- **« A noter que, lorsqu'une commune est dotée d'un service communal d'hygiène et de santé (SCHS) (tel que visé par le troisième alinéa de l'article L1422-1 du Code de la santé publique), les diagnostics techniques préalables à la prise d'un arrêté de traitement de l'insalubrité et les contrôles afférents doivent être réalisés par la commune qui perçoit une contribution budgétaire de l'Etat pour agir en la matière (la dotation globale de décentralisation - DGD). Sur le territoire de ces communes, ces diagnostics et contrôles ne sont donc pas pris en charge par le BOP135, sauf en cas de substitution à une commune défailante, aux frais avancés de celle-ci. »**

### **A. Prise de rendez-vous et visite**

Les coordonnées des logements ou immeubles concernés par les DRIPP, les évaluations, les inspections, les mesures et CAT seront communiquées aux prestataires au fur et à mesure des signalements reçus.

L'opérateur préprogramme les rendez-vous des interventions à la demande du représentant du pouvoir adjudicateur. Il s'accorde avec les occupants du logement sur la date et l'heure de l'intervention par téléphone et/ou par courrier. Toute modification de date ou d'horaire doit être communiquée au représentant du pouvoir adjudicateur.

En cas de difficulté à rentrer dans certains appartements, le diagnostiqueur (DRIPP) doit effectuer au moins deux passages supplémentaires au premier passage réalisé, à des jours et heures différentes. Pour ces passages, et sur demande du représentant du pouvoir adjudicateur, il peut prendre contact avec l'opérateur d'accompagnement sanitaire et social pour que ce dernier l'aide à prendre rendez-vous avec la famille.

Si à l'issue de ces deux passages supplémentaires l'opérateur n'a pas réussi à

pénétrer dans des logements, il transmet la liste des occupants de ces logements non visités (relevés des noms sur les boîtes à lettres et renseignements recueillis auprès de l'opérateur d'accompagnement sanitaire et social) au représentant du pouvoir adjudicateur afin que celui-ci envoie un courrier à l'occupant et, en dernier lieu, pour que soient entamées les procédures contentieuses qui s'imposent.

*Les deux passages supplémentaires par logement en cas de nécessité, ainsi que l'envoi du relevé des noms des occupants des logements non visités sont réputés inclus dans le coût de l'élément de la mission 1.A.*

L'opérateur, lors du DRIPP, informe les familles sur la nature de sa mission et sur les risques encourus par l'exposition au plomb et leur fait signer la fiche d'occupation (modèle en annexe 2). Il explique notamment la localisation exacte du plomb accessible ; les précautions à prendre dans l'attente de travaux ; les risques encourus en cas de travaux sauvages (poussières). Il répond aux interrogations des occupants et fournit la notice d'information sur le plomb (présente en annexe du CCTP).

L'opérateur remet au représentant du pouvoir adjudicateur la fiche d'occupation remplie et signée par le locataire, ainsi que le cas échéant le relevé des noms des occupants des logements non visités (modèle en annexe 2).

Dans les logements ni habités ni fréquentés par des mineurs et femmes enceintes l'opérateur fait signer la fiche d'occupation (modèle en annexe 2) par le(s) occupants qui certifie(nt) sur l'honneur cette situation.

L'opérateur rédige alors un rapport de diagnostic négatif (car absence de mineur et de femme enceintes) contenant seulement les parties suivantes parmi l'ensemble des informations listées dans l'annexe 2 « rapport de diagnostic » :

- En entête du document
- Informations générales sur le local inspecté
- Conclusion du diagnostic

*Cette information et l'obtention de la fiche d'occupation ou de visite signée sont réputées incluses dans le coût de l'élément de mission « réalisation du diagnostic ».*

L'opérateur remet au représentant du pouvoir adjudicateur la fiche

d'occupation remplie, ainsi que le rapport de diagnostic DRIPP négatif (modèle en annexe 1).

## B. Réalisation du DRIPP

Le technicien chargé de réaliser le diagnostic doit se présenter à l'horaire prévu. En cas d'empêchement ou de retard, il doit contacter l'occupant, par téléphone au plus tôt, afin de l'en informer.

Pour l'ensemble des locaux que l'opérateur doit diagnostiquer, définis en concertation avec le représentant du pouvoir adjudicateur, il caractérise l'accessibilité au plomb pour des mineurs et femmes enceintes en utilisant la méthodologie suivante :

1. **repérage** de toutes les unités de diagnostic (DRIPP) recouvertes d'un revêtement présentant une dégradation susceptible d'entraîner un risque d'exposition au plomb. L'auteur du diagnostic doit effectuer **une visite exhaustive des locaux**, il dresse la liste détaillée des locaux visités. Il dresse également la liste des locaux non visités, ainsi que les raisons pour lesquelles il n'a pas pu y accéder.
2. **réalisation sur chacune des unités d'une à trois mesures** selon les cas décrits à l'article 3 du protocole défini en annexe de l'arrêté du 19 août 2011 ; lorsque la première mesure est positive ( $\geq 1\text{mg/cm}^2$ ), il n'y a pas lieu de faire deux autres mesures. Les mesures de plomb sont effectuées avec un appareil portable à fluorescence X équipé d'une source radioactive capable d'analyser au moins la raie K du spectre de fluorescence émis en réponse par le plomb.  
*Les mesures sont prises sur la partie saine de l'unité de diagnostic, à proximité immédiate de la dégradation et non à l'endroit de la dégradation. La méthode de mesure est décrite dans l'annexe de l'arrêté du 19 août 2011. Le résultat des mesures est exprimé en milligramme par centimètre carré. Le seuil de la concentration surfacique en plomb est de  $1\text{mg/cm}^2$ .*
3. **réalisation de prélèvements de revêtements** qui seront analysés en laboratoire dans les cas suivants :
  - lorsque la nature du support (forte rugosité, surface non plane, etc.) ou le difficile accès aux éléments de construction à analyser ne permet pas la réalisation de mesures par appareil à fluorescence X
  - lorsque pour une unité de diagnostic donnée, aucune mesure n'est concluante au regard de la précision de l'appareil
  - lorsque dans le même local, au moins une mesure est supérieure au

seuil de 1 milligramme par centimètre carré (1mg/cm<sup>2</sup>) mais aucune mesure n'est supérieure à 2mg/cm<sup>2</sup>.

*L'échantillon prélevé pour l'analyse est au minimum de 0,5 gramme.*

Le prélèvement comporte uniquement l'ensemble des couches de peinture jusqu'au substrat (non inclus). Le résultat est exprimé en mg par gramme.

*Le seuil de la concentration massique en plomb acido-soluble est de 1,5 mg/g.*

4. Pour chaque unité de diagnostic pour lequel le diagnostic est positif (mesure de concentration surfacique ou massique supérieure ou égale aux seuils), l'opérateur formule une **préconisation sur le traitement palliatif de l'accessibilité au plomb à engager**.

Cette préconisation indique, pour chaque unité de diagnostic (DRIPP) devant faire l'objet d'une intervention, le type d'intervention (recouvrement, remplacement, autres...). **A noter que le traitement d'accessibilité au plomb qui devra être exécuté consiste en une intervention destinée à faire cesser de façon pérenne le risque d'intoxication au plomb en couvrant les peintures dégradées ou écaillées et les désordres à l'origine des dégradations. Ces travaux doivent entraîner une production minimale de poussières et constituer une barrière physique durable entre les mineurs et femmes enceintes fréquentant le logement et le plomb accessible.**

Une évaluation précise de l'état manifeste du logement ou des parties communes au regard de l'insalubrité sera réalisée par le remplissage d'une **grille d'insalubrité** Anah/DGS (modèle en annexe du CCTP).

*Pour la réalisation d'un diagnostic, deux missions seront commandées conjointement : la mission prise de rendez-vous et visite qui comprend notamment le déplacement et la mission diagnostic qui inclut le temps de mesure sur place, la rédaction du rapport et l'envoi par mail.*

*Toutes ces prestations : la préconisation sur la nature des travaux, la grille d'insalubrité Anah/DGS, ainsi que la rédaction du rapport de diagnostic sont incluses dans le coût de l'élément de mission 1.b « réalisation du DRIPP ».*

L'opérateur remet au représentant du pouvoir adjudicateur un rapport de diagnostic contenant l'ensemble des informations listées dans l'annexe 1, ainsi que la grille d'insalubrité Anah/DGS.

### 3.2.2. Mission 2 – Actualisation du DRIPP

Cette mission peut être confiée à l'opérateur en fonction des besoins du représentant du pouvoir adjudicateur, principalement lorsque de nouvelles dégradations sont repérées lors de l'organisation des travaux liés au DRIPP initial.

Sur la base d'un, ou de plusieurs diagnostics établi(s) précédemment par l'opérateur, ou par un autre organisme, cette mission consiste à :

- Diagnostiquer toutes les nouvelles unités de diagnostics dégradées n'ayant pas encore été diagnostiquées
- Actualiser le diagnostic DRIPP de toute ancienne dégradation préalablement repérée ayant évolué.

Cette mission consiste en la réalisation sur chacune des unités d'une à trois mesures selon les modalités décrites dans la mission 1.B et la rédaction d'un rapport (modèle en annexe 3).

L'opérateur actualise la grille d'insalubrité Anah/DGS initialement renseignée.

**La mission 1 et la mission 2 sont indépendantes.** La mission actualisation de diagnostic comprend la prise de rendez-vous, la visite et la rédaction du rapport.

L'opérateur remet au représentant du pouvoir adjudicateur le rapport de DRIPP actualisé ainsi que la grille d'insalubrité Anah/DGS mise à jour (modèle en annexe 3).

### 3.2.3. Mission 3 – Inspection et mesures de la « concentration surfacique de plomb dans les poussières » avant les travaux

Cette mission sera menée conformément à l'**arrêté du 12 mai 2009** pris en application de l'article L.1334-2 du Code de la santé publique. Ces mesures peuvent notamment avoir pour but de réaliser un « point zéro » avant le démarrage des travaux afin de déterminer le taux de pollution initial du local.

#### La mission comprend :

- l'inspection visuelle des lieux
- la prise d'échantillons de poussières dans tous les locaux (le nombre de mesures de poussières sera préalablement déterminé par le représentant du pouvoir adjudicateur) ; à l'aide d'un « kit in situ » portable si nécessaire
- l'envoi des échantillons et l'analyse à un laboratoire et l'analyse ;
- l'analyse des résultats des mesures retournés par le laboratoire ;
- la rédaction d'un rapport (modèle en annexe 4)

*Est inclus dans le coût de la mission, l'ensemble des prestations prévues ci-dessus, ainsi que toutes les mesures par fluorescence X, les prélèvements et analyses d'écailles de peinture en laboratoire, si nécessaire. Le forfait inspection et mesures comprend le déplacement, le temps d'intervention, la rédaction du rapport et sa communication au RPA.*

L'opérateur transmet au représentant du pouvoir adjudicateur un rapport de mesure de la concentration surfacique de plomb (modèle en annexe 4).

### **3.2.4. Mission 4 – Inspection et mesures de la « concentration surfacique de plomb dans les poussières » pendant les travaux**

Cette mission a pour objet de permettre en tant que de besoin la réalisation de mesures de concentration de plomb dans les poussières, ainsi que de s'assurer en cours de travaux que ces derniers n'entraînent pas la dissémination de poussières contenant du plomb pouvant engendrer des risques d'intoxication, tant pour les occupants habituels de l'immeuble ou du voisinage, que pour les salariés des entreprises intervenantes.

La mission consiste en la prise de mesures de poussières (dont le nombre sera déterminé par le représentant du pouvoir adjudicateur) permettant d'attester du bon nettoyage général du chantier, ainsi que d'un avis détaillé sur la qualité du nettoyage réalisé par l'entreprise avant ouverture du passage aux occupants de l'immeuble ou du logement (matériel utilisé et moyens déployés pour le nettoyage du chantier, destination des éléments de protection, etc.).

La mesure de poussières se fera après avis du représentant du pouvoir adjudicateur avec le « kit » de l'appareil pour une analyse immédiate.

Si le résultat des mesures effectuées avec le « kit » portable est positif (il dépasse le seuil de 1000  $\mu\text{g}/\text{m}^2$ ) :

- L'opérateur en informe immédiatement le représentant du pouvoir adjudicateur, et le cas échéant, l'opérateur d'assistance à la réalisation des travaux et l'opérateur en charge de l'accompagnement des occupants afin que tout retour sur les lieux d'enfant(s) éloigné(s) en journée soit proscrit.
- Il propose un nouveau nettoyage à l'entreprise puis réalise trois mesures supplémentaires, et ainsi de suite jusqu'à ce que le nettoyage soit satisfaisant.
- En cas de refus de l'entreprise en charge des travaux, l'opérateur en informe le plus rapidement possible le représentant du pouvoir adjudicateur afin qu'une solution mettant les mineurs et femmes enceintes hors de risque soit trouvée, et le comportement de l'entreprise relevé.
- Si l'opérateur constate également qu'une entreprise ne réalise pas les travaux en mettant en œuvre toutes les précautions nécessaires il en avise le représentant du pouvoir adjudicateur.

La mission comprend :

- une inspection visuelle
- la prise d'échantillons de poussières dans tous les locaux (le nombre de mesures de poussières sera préalablement déterminé par le représentant du pouvoir adjudicateur) ; à l'aide d'un « kit in situ » portable si nécessaire
- l'envoi des échantillons et l'analyse à un laboratoire et l'analyse ;
- l'analyse des résultats des mesures retournés par le laboratoire ;
- la rédaction d'un rapport (modèle en annexe 4) ainsi qu'une appréciation sur la qualité du nettoyage.

*Est inclus dans le coût de la mission, l'ensemble des prestations prévues ci-dessus, ainsi que toutes les mesures. Le forfait inspection et mesures comprend le déplacement, le temps d'intervention, la rédaction du rapport et sa communication au RPA.*

L'opérateur transmet au représentant du pouvoir adjudicateur un rapport de mesure de la concentration surfacique de plomb (modèle en annexe 4)

### **3.2.5. Mission 5 – Inspection et mesures de la « concentration surfacique de plomb dans les poussières » après les travaux du traitement de l'accessibilité au plomb – Contrôle Après Travaux (CAT)**

Cette mission est menée conformément à l'**arrêté du 12 mai 2009** pris en application de l'article L.1334-2 du Code de la santé publique.

#### **Mission 5.1 Inspection et mesures de la « concentration surfacique de plomb dans les poussières » après travaux de traitement de l'accessibilité au plomb réalisés ou partiellement réalisés - Contrôles après travaux (CAT)**

Cette mission a pour objet de constater que les travaux ont été réalisés conformément, que les surfaces dégradées renfermant du plomb ont été traitées et que le plomb n'est plus accessible.

#### **A. CAT**

Sur demande du représentant du pouvoir adjudicateur, cette mission peut également être commandée dans le cas de bâti dégradé et dans l'attente d'une solution durable. Elle consiste alors en la mise en place d'un suivi pour contrôler la durabilité des mesures d'urgences précédemment mises en œuvre.

#### **Cette mission comprend :**

- L'inspection visuelle des lieux permettant de constater que les travaux ont été réalisés conformément à la procédure préfectorale et aux préconisations émises dans les diagnostics DRIPP.
- La formulation d'un avis sur la pérennité des travaux effectués
- La mise à jour de la grille d'insalubrité Anah/DGS, uniquement sur demande du représentant du pouvoir adjudicateur
- La rédaction d'un rapport CAT, mentionnant, le cas échéant, les éléments unitaires qui ne semblent pas pérennes et qui se sont dégradés en reprenant les mesures de concentration surfacique de plomb du DRIPP initial. Il pourra également être fait état de toutes autres dégradations qui seraient apparues dans l'ensemble du logement ou des parties communes et de nouvelles préconisations de traitement de l'accessibilité au plomb à engager.

L'opérateur communique au représentant du pouvoir adjudicateur un rapport (modèle en annexe 5). Il communiquera également la grille Anah/DGS mise à jour.

## **B. Réalisation de mesures**

Cette mission consiste en la prise de mesures de poussières (dont le nombre sera déterminé par le représentant du pouvoir adjudicateur). Un échantillon de poussières est prélevé dans tous les locaux.

Les prélèvements de poussières sont réalisés au moins 1h après le nettoyage des surfaces à l'issue des travaux. Le cas échéant, si une ou plusieurs mesures s'avèrent supérieures au seuil de 1000  $\mu\text{g}/\text{m}^3$ , d'autres prélèvements devront être effectués après un nouveau nettoyage des locaux concernés.

### La mission comprend :

- la prise d'échantillons de poussières dans tous les locaux ; à l'aide d'un « kit in situ » portable si nécessaire
- l'envoi des échantillons pour analyse à un laboratoire ;
- l'analyse des résultats des mesures retournés par le laboratoire ;
- la rédaction d'un rapport CAT.

*Est inclus dans le coût de la mission, l'ensemble des prestations prévues ci-dessus, ainsi que toutes les mesures. Le forfait contrôle comprend le déplacement, le temps d'intervention, la rédaction du rapport et sa communication au RPA.*

L'utilisation du kit in situ n'est pas systématique. Si nécessaire (en raison de l'urgence, ou de l'impossibilité de réaliser les contrôles en dehors de la présence des locataires), l'opérateur propose au pouvoir adjudicateur l'utilisation de ce kit in situ. Ce dernier acceptera ou non cette proposition.

L'opérateur communiquera au représentant du pouvoir adjudicateur le rapport de contrôle après travaux (modèle en annexe 5 – 1<sup>er</sup> cas)

## **Mission 5.2 Inspection dans le cas de non réalisation de travaux de traitement de l'accessibilité au plomb**

### Cette mission comprend notamment :

- l'inspection visuelle de l'ensemble des unités de diagnostic dégradées sur lesquelles portait la ou les préconisations de traitement de l'accessibilité au plomb ;
- la rédaction d'un rapport de visite ;

L'opérateur communiquera au représentant du pouvoir adjudicateur le rapport de contrôle après travaux (modèle en annexe 5 – 2<sup>ème</sup> cas).

### 3.3. Délais et modalités de remise des rapports :

Les rapports de mission devront être remis dans un délai maximal de quinze jours à compter de la date de fin de mission.

Dans les départements où la procédure de lutte contre le saturnisme est portée par la DRIHL, les rapports devront être transmis à la fois par voie électronique (courriel) et par voie papier.

Les exemplaires papier devront être fournis en trois exemplaires couleur et transmis au service compétent dans un délai de quinze jours à compter de la fin de mission.

Il est rappelé que, dans les situations comprenant plusieurs destinataires (notamment dans le cas d'un logement appartenant à un couple avec une famille occupante), un rapport distinct devra être adressé à chaque destinataire, chaque envoi donnant lieu à une notification spécifique.

N°	Missions	Délai de réalisation
1	Diagnostic du Risque d'Intoxication au Plomb par les Peintures (DRIPP) et préconisation du traitement palliatif de l'accessibilité au plomb sur les peintures dégradées ou écaillées (rapport) ; <ul style="list-style-type: none"> <li>• pour un logement</li> <li>• parties communes</li> </ul>	15 jours 15 jours
2	Actualisation du DRIPP	15 jours
3	Inspection et mesures de la « concentration surfacique de plomb dans les poussières » <u>avant</u> les travaux <ul style="list-style-type: none"> <li>• Intervention</li> <li>• Résultats</li> </ul>	2 jours 5 jours
4	Inspection et mesures de la « concentration surfacique de plomb dans les poussières » <u>pendant</u> les travaux <ul style="list-style-type: none"> <li>• Intervention</li> <li>• Résultats</li> </ul>	2 jours 5 jours
5	Inspection et mesures de la « concentration surfacique de plomb dans les poussières » <u>après</u> les travaux d'accessibilité au plomb – Contrôle Après Travaux (CAT) <ul style="list-style-type: none"> <li>• Intervention :</li> <li>• Résultats</li> </ul>	2 jours (au moins 1h après nettoyage, après travaux) 15 jours

## Annexes

### Annexe 1 – Rapport de diagnostic DRIPP

Le rapport de diagnostic DRIPP doit respecter le plan et la pagination indiquée ci-dessous.

#### Première page

##### 1) En entête du document :

- Coordonnées de l'opérateur agréé.
- Coordonnées du représentant du pouvoir adjudicateur.
- L'objet (rappel des références des textes de loi, mission).
- Marque et modèle de l'appareil à fluorescence X utilisé (appareil à source radioactive).
- Le cas échéant, référence de la méthode d'analyse chimique et nom du laboratoire utilisé pour les prélèvements d'écailles.
- Date d'émission du rapport.
- Date de réalisation du DRIPP.
- Numéro et date du bon de commande.
- Numéro de rapport attribué par le prestataire.
- Nom(s) du (des) technicien(s), ayant procédé au diagnostic.
- **« Timbre » rappelant les conclusions du rapport DRIPP : résultat du diagnostic (positif/négatif), date du diagnostic, fréquentation par des mineurs et des femmes enceintes, hébergement provisoire à prévoir (oui/non) ; nombre total d'unités de diagnostic à traiter ; nombre total de pièces à traiter ; taux de plomb dans les poussières supérieur au seuil (oui/non).**

##### 2) Informations générales sur le local inspecté :

- Adresse du site diagnostiqué et numéro du site attribué par le représentant du pouvoir adjudicateur.
- Repérage des locaux inspectés : étage, bâtiment, n° de lot (pour les logements).
- Description du local diagnostiqué (type de logement, nombre de pièces).
- Coordonnées du propriétaire (pour les logements) avec le prénom.
- Coordonnées du gestionnaire (le cas échéant).
- Coordonnées du syndic (dans tous les cas) avec le nom et prénom du gérant.

- Indication si le logement (la partie commune) est fréquenté ou non par des mineurs et femmes enceintes.

**Deuxième page (si le local est habité ou fréquenté par des mineurs ou des femmes enceintes)**

- Compte rendu d'inspection.
- Tableau récapitulatif des unités de diagnostic dégradées et mesurées contenant un taux de plomb **supérieur ou égal à 1 mg/cm<sup>2</sup> ou présentant une concentration en plomb acido-soluble des écailles de peintures en laboratoire supérieure ou égale à 1,5mg/g (unités de diagnostic positives)**. Ce tableau doit contenir pour chaque unité de diagnostic pour lequel le diagnostic s'est révélé positif, conformément à l'annexe 1 de l'arrêté du 25 avril 2006 relatif au diagnostic, les éléments suivants :
  - Le local dans lequel se trouve l'unité de diagnostic (chambre, cuisine, palier R+1, balcon...) et la zone considérée.
  - Le numéro de l'unité de diagnostic attribué par le diagnostiqueur, en concordance avec le schéma demandé dans l'annexe 1 du rapport de diagnostic.
  - L'identification de l'unité de diagnostic (mur A, éléments de construction, côté extérieur ou intérieur d'une fenêtre, ...).
  - La nature du substrat.
  - La nature du revêtement apparent.
  - La nature de la dégradation de l'unité de diagnostic.
  - L'étendue de la dégradation de l'unité de diagnostic en pourcentage.
  - La localisation de la dégradation de l'unité de diagnostic (facultatif) (par exemple généralisé, haut gauche, bas droite...).
  - Le résultat de la mesure, conformément à l'annexe 3 du rapport de diagnostic.
  - La concentration massique en plomb acido-soluble (analyse en laboratoire) des échantillons de peinture prélevés sur l'unité de diagnostic et exprimée en mg/g (positif si  $\geq 1,5$  mg/g) le cas échéant.
  - La préconisation du traitement de l'accessibilité au plomb sur les peintures dégradées ou écaillées (recouvrement ou remplacement).

**Troisième page (si le local est habité ou fréquenté par des mineurs ou femmes enceintes)**

Tableau récapitulatif des unités de diagnostic dégradées et mesurées négatives (contenant un taux de plomb **strictement inférieur à 1 mg/cm<sup>2</sup> ou présentant une concentration en plomb acido-soluble des écailles de peinture analysée en laboratoire strictement inférieure à 1,5mg/g (unités de diagnostic négatives)**). Ce tableau doit contenir pour chaque unité de diagnostic pour lequel le diagnostic s'est révélé négatif, les éléments suivants :

- Le local dans lequel se trouve l'unité de diagnostic (chambre, cuisine, palier R+1, balcon...) et la zone considérée
- Le numéro de l'unité de diagnostic attribué par le diagnostiqueur, en concordance avec le schéma demandé dans l'annexe 1 du rapport du DRIPP ;
- L'identification de l'unité de diagnostic (mur A, éléments de construction, côté extérieur ou intérieur d'une fenêtre...)
- La nature du substrat.
- La nature du revêtement apparent.

La signature du responsable de la mission et le cachet du prestataire.

## **ANNEXES**

### **Annexe A : schéma du logement ou des parties communes**

*Ce schéma indique la localisation des unités de diagnostic dégradées en adéquation avec les renseignements fournis dans les tableaux récapitulatifs des pages 2 et 3.*

*Ce schéma doit être réalisé à l'aide d'un logiciel informatique et ne peut être réalisé à la main.*

*Ce schéma doit indiquer le repérage de toutes les unités de diagnostic de chaque partie du local et le numéro attribué par le prestataire.*

### **Annexe B : fiche d'occupation (modèle en annexe 3)**

### **Annexe C : relevés des mesures**

*Un tableau récapitulatif de toutes les unités de diagnostics et de toutes les mesures effectuées (3 mesures maximum par unité de diagnostic). Ce tableau comprend une ligne par unité de diagnostic avec les informations suivantes :*

- *Le local dans lequel se trouve l'unité de diagnostic (chambre, cuisine, palier R+1, balcon...) et la zone considérée.*
- *Le numéro de l'unité de diagnostic attribué par le diagnostiqueur, en concordance avec le schéma demandé dans l'annexe 1 du rapport du DRIPP.*
- *L'identification de l'unité de diagnostic (mur A, éléments de construction, côté extérieur ou intérieur d'une fenêtre, ...).*
- *La nature du revêtement apparent.*
- *Si l'unité de diagnostic est susceptible d'entraîner un risque d'exposition au plomb, la numérotation et le résultat des trois mesures maximum effectuées et le cas échéant le résultat des analyses de prélèvement d'écailles.*
- *Si l'unité de diagnostic est susceptible d'entraîner un risque d'exposition au plomb, la surface totale de cette unité de diagnostic à traiter.*

***Ce tableau doit impérativement être saisi par informatique pour garantir la lisibilité du rapport.***

## Annexe 2 – Fiche d’occupation d’un logement

En tête de l’opérateur.

### Identification du logement :

- Repérage du logement (bâtiment, escalier, étage, porte, etc.)
- Coordonnées du propriétaire (nom et adresse, bail).

### Informations fournies par l’occupant :

- Nom et prénom.
- Numéro de téléphone.
- Statut (propriétaire, locataire, autre).
- Nombre d’adultes.
- Nombre de mineurs habitants le logement.
- Nombre de mineurs fréquentant régulièrement le logement.
- Age des mineurs.
- Nombre de femmes enceintes

Je soussigné(e) (*nom et prénom du signataire*) certifie sur l’honneur l’exactitude des renseignements figurant ci-dessus à la date du (date de la visite).

Signature de l’occupant

Nom(s) et signature du (des) techniciens(s), ayant élaboré la fiche de visite et **date de la visite**

## Annexe 3 – Rapport de diagnostic DRIPP actualisé

Le rapport de diagnostic DRIPP actualisé doit respecter le plan et la pagination indiquée ci-dessous.

### Première page

#### 1. En entête du document :

- Coordonnées de l'opérateur agréé.
- Coordonnées du représentant du pouvoir adjudicateur.
- L'objet (rappel des références des textes de loi, mission).
- Marque et modèle de l'appareil à fluorescence X utilisé (appareil à source radioactive).
- Le cas échéant, référence de la méthode d'analyse chimique et nom du laboratoire utilisé pour les prélèvements d'écailles.
- Date d'émission du rapport.
- Date de réalisation du DRIPP actualisé.
- Numéro et date du bon de commande du représentant du pouvoir adjudicateur.
- Numéro de rapport attribué par le prestataire.
- Référence du ou des DRIPP antérieurs réalisés dans le local (prestataire, date, numéro de rapport).
- Nom (s) du (des) technicien (s), ayant procédé au DRIPP.
- **« Timbre » rappelant les conclusions du rapport DRIPP : résultat du diagnostic complémentaire (positif/négatif), présence de mineur et de femmes enceintes (oui/non), hébergement provisoire à prévoir (oui/non), nombre total d'unités de diagnostic à traiter, nombre total de pièces à traiter.**

#### 2. Informations générales sur le local inspecté (première page) :

- Adresse du site du DRIPP et numéro du site attribué par le représentant du pouvoir adjudicateur.
- Repérage des locaux inspectés : étage, bâtiment, n° de lot (pour les logements)
- Description du local diagnostiqué (type de logement, nombre de pièces).
- Coordonnées du propriétaire (pour les logements)
- Coordonnées du gestionnaire (le cas échéant).
- Coordonnées du syndic pour les parties communes.
- Indication si le logement (la partie commune) est fréquenté ou non par des mineurs **et des femmes enceintes**.

**Deuxième page**

- Compte rendu d'inspection.
- Tableau récapitulatif des nouvelles unités de diagnostic dégradées (ne figurant pas dans les précédents diagnostics remis au prestataire) contenant un taux de plomb **supérieur ou égal à 1mg/cm<sup>2</sup> ou présentant une concentration en plomb acido-soluble des écailles de peinture en laboratoire supérieure ou égale à 1,5mg/g** (unités de diagnostic positives). Ce tableau doit contenir pour chaque unité de diagnostic pour laquelle le diagnostic s'est révélé positif, les éléments suivants :
  - Le local dans lequel se trouve l'unité de diagnostic (chambre, cuisine, palier R+1, balcon...) et la zone considérée.
  - Le numéro de l'unité de diagnostic attribué par le diagnostiqueur, en concordance avec le schéma demandé dans l'annexe A du rapport du DRIPP.
  - L'identification de l'unité de diagnostic (mur A, éléments de construction, côté extérieur ou intérieur d'une fenêtre, ...).
  - La nature du substrat.
  - La nature du revêtement apparent.
  - La nature de la dégradation de l'unité de diagnostic.
  - L'étendue de la dégradation de l'unité de diagnostic en pourcentage.
  - La localisation de la dégradation de l'unité de diagnostic (facultatif) (par exemple généralisé, haut gauche, bas droite, ...).
  - Le résultat de la mesure, conformément à l'annexe C du rapport du DRIPP.
  - La concentration massique en plomb acido-soluble (analyse en laboratoire) des échantillons de peinture prélevés sur l'unité de diagnostic et exprimée en mg/g (positif si > 1,5mg/g) le cas échéant.
  - La préconisation du traitement de l'accessibilité au plomb sur les peintures dégradées ou écaillées (recouvrement ou remplacement).

**Troisième page**

- Tableau récapitulatif des nouvelles unités de diagnostic dégradées contenant un taux de plomb strictement **inférieur à 1 mg/cm<sup>2</sup> ou présentant une concentration en plomb acido-soluble des écailles de peinture en laboratoire strictement inférieur à 1,5mg/g** (unités de diagnostic dégradées négatives). Ce tableau doit contenir pour chaque unité de diagnostic, les éléments suivants :
  - Le local dans lequel se trouve l'unité de diagnostic (chambre, cuisine, palier R+1, balcon...) et la zone considérée.

- Le numéro de l'unité de diagnostic attribué par le diagnostiqueur, en concordance avec le schéma demandé dans l'annexe A du rapport DRIPP actualisé et le relevé des mesures demandé en annexe C.
- L'identification de l'unité de diagnostic (mur A, éléments de construction, côté extérieur ou intérieur d'une fenêtre, ...).
- La signature du responsable de la mission et le cachet du prestataire.

## **ANNEXES**

### **Annexe A : schéma du logement ou des parties communes**

*Ce schéma indique la localisation des unités de diagnostic dégradées en adéquation avec les renseignements fournis dans les tableaux récapitulatifs des pages 2 et 3.*

*Ce schéma doit être réalisé à l'aide d'un logiciel informatique et ne peut être réalisé à la main.*

*Ce schéma doit indiquer le repérage de toutes les unités de diagnostic de chaque partie du local et le numéro attribué par le prestataire.*

### **Annexe B : Fiche d'occupation (cf. annexe 3)**

### **Annexe C : relevé des mesures**

*Tableau récapitulatif de toutes les unités de diagnostic et de toutes les mesures effectuées (3 mesures maximum par unité de diagnostic). Ce tableau comprend une ligne par unité de diagnostic avec les informations suivantes :*

- *Le local dans lequel se trouve l'unité de diagnostic (chambre, cuisine, palier R+1, balcon...) et la zone considérée.*
- *Le numéro de l'unité de diagnostic attribué par le diagnostiqueur, en concordance avec le schéma demandé dans l'annexe A du rapport du DRIPP.*
- *L'identification de l'unité de diagnostic (mur A, éléments de construction, côté extérieur ou intérieur d'une fenêtre, ...).*
- *La nature du revêtement apparent.*
- *Si l'unité de diagnostic est susceptible d'entraîner un risque d'exposition au plomb, la numérotation et le résultat des trois mesures maximum effectuées et le cas échéant le résultat des analyses de prélèvement d'écailles.*
- *Si l'unité de diagnostic est susceptible d'entraîner un risque d'exposition au plomb, la surface totale de cette unité de diagnostic à traiter.*

**Le tableau de l'annexe C doit impérativement être saisi par informatique pour la lisibilité du rapport.**

## **Annexe 4 – Rapport de mesure de la concentration surfacique de plomb dans les poussières**

Le rapport de « mesure de la concentration surfacique de plomb dans les poussières » doit respecter le plan et la pagination indiquée ci-dessous.

### **Première page**

#### **En entête du document :**

- Coordonnées de l'opérateur agréé.
- Coordonnées du représentant du pouvoir adjudicateur.
- L'objet (rappel des références des textes de loi, mission).
- Référence de la méthode de prélèvement, de la méthode d'analyse chimique et nom du laboratoire utilisé pour les prélèvements de poussière.
- Date d'émission du rapport de mesures.
- Date de réalisation des prélèvements.
- Numéro et date du bon de commande du représentant du pouvoir adjudicateur.
- Numéro de rapport attribué par le prestataire.
- **« Timbre » rappelant les conclusions du prélèvement de poussière : date du prélèvement, résultat du prélèvement (satisfaisant/non satisfaisant), rappel de la mesure la plus élevée.**

#### **Informations générales sur le local inspecté :**

- Adresse du site diagnostiqué et numéro du site attribué par le représentant du pouvoir adjudicateur.
- Repérage des locaux inspectés : étage, bâtiment, n° de lot (pour les logements) ...
- Description du local diagnostiqué (type de logement, nombre de pièces).
- Coordonnées du propriétaire pour les logements.
- Coordonnées du gestionnaire (le cas échéant).
- Coordonnées du syndic pour les parties communes.
- Numéro(s) de rapport(s) du ou des diagnostic(s).

#### **Conclusions des mesures de la concentration surfacique de plomb dans les poussières :**

- Tableau récapitulatif des résultats d'analyse de la concentration en plomb dans les prélèvements de poussières. Ce tableau doit contenir pour chaque prélèvement de poussière réalisé :
  - La partie du local dans laquelle se trouve l'unité de diagnostic (chambre, cuisine, palier R+1...).

- Référence de l'échantillon attribuée par le laboratoire.
- Matériau sur lequel a été effectué le prélèvement en toutes lettres (carrelage, linoléum, béton, parquet...).
- Résultat de l'analyse exprimé en  $\mu\text{g}/\text{m}^2$ .
- Observations (présence de débris ou d'écailles sur le sol...).
- Conclusion rédigée sur le résultat des mesures
- Nom(s) du (des) technicien(s), ayant procédé au contrôle.
- La signature du responsable de la mission et le cachet du prestataire.

## **ANNEXES**

### **Annexe A : schéma du logement ou parties communes**

*Ce schéma indique la localisation des unités de diagnostic positives et des lieux des prélèvements de poussières.*

*Ce schéma peut être réalisé à la main.*

*Ce schéma indique en outre les types de support sur lesquels sont faits les prélèvements.*

### **Annexe B : rapport d'analyse du laboratoire**

*La copie du rapport d'analyse du laboratoire.*

## **Annexe 5 – Rapport de contrôle après travaux (CAT)**

Le rapport de contrôle après travaux doit respecter le plan et la pagination indiquée ci-dessous. On distingue deux types de rapports différents : les rapports de contrôle concernant des travaux réalisés ou partiellement réalisés et les rapports de contrôle concernant des travaux non réalisés.

### **1<sup>er</sup> CAS : LES RAPPORTS DE CONTRÔLE CONCERNANT DES TRAVAUX REALISES OU PARTIELLEMENT REALISES :**

#### **Première page**

##### **1. En entête du document :**

- Coordonnées de l'opérateur agréé.
- Coordonnées du représentant du pouvoir adjudicateur
- L'objet (rappel des références des textes de loi, mission).
- Référence de la méthodologie de prélèvement, d'analyse chimique et nom du laboratoire utilisé pour les prélèvements de poussières.
- Date d'émission du rapport CAT.
- Date de réalisation du contrôle.
- Numéro et date du bon de commande.
- Numéro de rapport attribué par le prestataire.
- **« Timbre » rappelant les conclusions du contrôle : date du contrôle, résultat du contrôle (satisfaisant/non satisfaisant), travaux réalisés (oui en totalité/oui partiellement), nombre d'unités de diagnostic traitées, nombre d'unités de diagnostic non traitées, taux de plomb dans les poussières supérieur au seuil (oui/non), rappel de la mesure la plus élevée.**

##### **2. Informations générales sur le local inspecté :**

- Adresse du site diagnostiqué et numéro du site attribué par le représentant du pouvoir adjudicateur.
- Repérage des locaux inspectés : étage, bâtiment, n° de lot (pour les logements) ou parties communes.
- Description du local diagnostiqué (type de logement, nombre de pièces, parties communes).
- Coordonnées du propriétaire pour les logements.
- Coordonnées du gestionnaire du logement ou de la monopropriété (le cas échéant).
- Coordonnées du syndic de copropriété pour les parties communes.
- Numéro(s) de rapport (s) du ou des diagnostic (s).

### 3. Conclusions du CAT :

- Bilan du CAT : travaux réalisés (oui ou partiellement), taux de plomb dans les poussières (inférieur au seuil ou non), et conclusion (CAT satisfaisant ou non).
- Signalement des unités de diagnostic, zones ou locaux inaccessibles au technicien (le cas échéant).
- Nom(s) du (des) technicien(s) ayant procédé au CAT.

#### Deuxième page

- Compte-rendu de l'inspection.
- Tableau récapitulatif des travaux effectués sur chacun des unités de diagnostics dégradées positives identifiés par le diagnostic. Ce tableau doit contenir pour chaque unité de diagnostic les éléments suivants :
  - Le local dans lequel se trouve l'unité de diagnostic (chambre, cuisine, palier R+1...).
  - Le numéro de l'unité de diagnostic attribué lors du diagnostic.
  - L'identification de l'unité de diagnostic (mur A, éléments de construction, côté extérieur ou intérieur d'une fenêtre...).
  - L'avis sur la nature du traitement de l'accessibilité au plomb des peintures dégradées ou écaillées (recouvrement ou remplacement) indiqué dans le DRIPP.
  - Description traitement de l'accessibilité au plomb des peintures dégradées ou écaillées réalisés.
  - Suppression de l'accessibilité au plomb (oui/non).
  - Appréciation du contrôleur sur la durabilité des travaux (faible/moyenne/forte).

#### Troisième page

- Tableau récapitulatif des résultats d'analyse de la concentration en plomb dans les prélèvements de poussières. Ce tableau doit contenir pour chaque prélèvement de poussière effectué :
  - Le local dans lequel se trouve l'unité de diagnostic (chambre, cuisine, palier R+1...).
  - Référence de l'échantillon attribué par le laboratoire.
  - Matériau sur lequel le prélèvement a été réalisé en toutes lettres (carrelage, linoléum, béton, parquet...).
  - Résultat de l'analyse exprimé en  $\mu\text{g}/\text{m}^2$ .
  - Observations (présence de débris ou d'écaillés sur le sol...).
- La signature du responsable de la mission et le cachet du prestataire.

## **ANNEXES**

### **Annexe A : schéma du logement ou des parties communes**

*Ce schéma indique la localisation des unités de diagnostic positives et des lieux des prélèvements de poussières.*

*Ce schéma doit être réalisé à l'aide d'un logiciel informatique et ne peut être réalisé à la main.*

*Ce schéma indique en outre les types de support sur lesquels sont faits les prélèvements.*

### **Annexe B : rapport d'analyse du laboratoire**

- *La copie du rapport d'analyse du laboratoire.*

## 2<sup>ème</sup> CAS : LES RAPPORTS DE CONTRÔLE CONCERNANT DES TRAVAUX NON REALISES

- Coordonnées du représentant du pouvoir adjudicateur.
- Coordonnées de l'opérateur agréé.
- L'objet (rappel des références des textes de loi, mission).
- Date d'émission du rapport CAT.
- Date de réalisation du CAT.
- Numéro et date du bon de commande du représentant du pouvoir adjudicateur.
- Numéro de rapport attribué par le prestataire.
- **« Timbre » rappelant les conclusions du contrôle : date du contrôle, résultat du contrôle (satisfaisant/non satisfaisant), travaux réalisés (NON).**

### 2 Information générale sur le local inspecté :

- Adresse du site diagnostiqué et numéro du site attribué par le représentant du pouvoir adjudicateur.
- Repérage des locaux inspectés : étage, bâtiment, n° de lot (pour les logements)...
- Description du local diagnostiqué (type de logement, nombre de pièces).
- Coordonnées du propriétaire pour les logements.
- Coordonnées du gestionnaire (le cas échéant).
- Coordonnées du syndic pour les parties communes.
- Numéro(s) de rapport (s) du ou des diagnostics (s).

### 3. Conclusions du contrôle :

- Bilan du CAT : traitements de l'accessibilité au plomb non réalisés, travaux non réalisés.
- Nom (s) du (des) technicien (s), ayant procédé au contrôle.
- **La signature du responsable de la mission et le cachet du prestataire.**